“Nous devons attendre le gouvernement de M. Clemenceau pour voir ce système de gouvernement entrer en vigueur.”

Ce coup droit à l'adresse du premier ministre a provoqué entre celui-ci et M. de Pressensé une passe d'armes qui a corsé la séance. Les deux orateurs se sont mutuellement accusés de palinodie, et ils avaient tous deux raison, ce qui n'empêchait pas M. de Pressensé d'être dans le vrai pour une fois—quand il reprochait au gouvernement de violer la liberté. La défense du ministre de la guerre a consisté à dire que la messe et le congrès avaient le caractère d'une manifestation antigouvernementale, et que les officiers, tout en étant libres de remplir les devoirs de leur religion, n'avaient pas le droit de prendre part à des démonstrations de ce genre. Naturellement la majorité blocarde a approuvé le ministère en adoptant l'ordre du jour suivant, par 361 par 162 :

“La Chambre, confiante dans le Gouvernement pour assurer l'exécution des lois de laïcité et maintenir le respect de l'autorité gouvernementale dans l'armée, approuve ses déclarations et, repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour.”

La Chambre a consacré beaucoup de son temps à l'impôt sur le revenu, qui, après de longues et pénibles étapes semble près d'entrer dans le régime fiscal de la France.

Le nouveau ministre de la marine, M. Alfred Picard, après avoir étudié la situation et fait de sérieuses enquêtes sur l'état de la flotte et des arsenaux maritimes, a soumis à ses collègues ses projets pour le relèvement de la marine française et l'estimation des crédits requis pour cette fin. Il s'agirait d'une somme de 220 millions de francs. Et pourtant, dit un journal, M. Picard a réduit ses prétentions au strict minimum: Il ne réclame pas les centaines de millions dont il aurait besoin pour relever la flotte au niveau de ses rivales; il exige uniquement les sommes dont il ne peut se passer pour utiliser le matériel existant. Il évalue ces sommes à 220 millions; pas un centime de moins. Faute de cet argent les escadres françaises ne seraient pas de force à prendre la mer, il y a donc là une dépense urgente, que l'on ne peut éviter. Cependant le ministère hésite; le ministre des finances combat énergiquement les demandes de M. Picard, et l'on parle de crise ministérielle. Après